

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Aux-Gauches-d-Europe-et-du-Monde-Transcription-du-discours-de-Alvaro-Garcia-Linera>

IV^e Congrès du Parti de la Gauche Européenne

« Aux Gauches d'Europe et du Monde » Transcription du discours de Alvaro García Linera

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : mercredi 18 décembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le IV Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PIED) a réuni 30 formations de gauches européennes à Madrid entre le 13 et le 15 décembre, en recherche d'un discours pour unifier des stratégies en face des politiques d'austérité et de soumission de Bruxelles à la dictée des marchés. Voici le discours du Vice-président invité de l'État Plurinational de la Bolivie, Alvaro García Linera :

Bonjour à vous tous. Permettez-moi d'adresser mes salutations à cette rencontre de la gauche européenne et, au nom de notre Président, de notre pays, de notre peuple, de remercier pour l'invitation qui nous a été faite de partager un ensemble d'opinions, d'idées à la tribune de ce si important congrès de la gauche européenne.

Permettez-moi d'être direct, franc mais aussi porteur de propositions.

Comment voyons-nous l'Europe depuis l'extérieur ? Nous voyons une Europe qui se languit ; nous voyons une Europe abattue ; nous voyons une Europe repliée sur soi-même et pleine d'autosatisfaction ; nous voyons une Europe quelque peu apathique et fatiguée. Ce sont des mots très vilains et très durs. Mais c'est ainsi que nous voyons l'Europe. Loin derrière est restée l'Europe des Lumières, l'Europe des révoltes, l'Europe des révolutions. Loin derrière, très loin derrière est restée l'Europe des grands universalismes qui ont émus le monde, qui ont enrichi le monde et qui ont permis d'avancer à de nombreux pays dans de nombreuses régions du monde, d'acquérir une espérance et de se mobiliser autour de cette espérance. Loin derrière sont restés les grands défis intellectuels. Cette interprétation que faisaient et que font les postmodernistes concernant la fin des grandes épopées, au vu des derniers événements ne semble traduire que celle des grands négociants, des grands groupes et du système financier.

Ce n'est pas le peuple européen qui a perdu la vertu et l'espérance, parce que l'Europe à laquelle je fais référence, l'Europe fatiguée, épuisée, repliée sur soi, n'est pas celle des peuples. C'est celle qui est étouffé, asphyxié et l'unique Europe que nous voyons dans le monde est celle des grandes entreprises, l'Europe néolibérale, celle des marchés et pas celle du travail. Dépourvus de grands dilemmes, d'horizons et d'espérances, on entend seulement, en paraphrasant Montesquieu, le bruit lamentable des petites ambitions et des grands appétits.

Des démocraties sans espérance et sans foi, sont des démocraties battues. Des démocraties sans espérance et sans foi, sont des démocraties fossilisées. Au sens strict du terme, ce ne sont pas des démocraties. Il ne peut y avoir de démocratie réelle s'il ne s'agit que d'un attachement ennuyeux à des institutions fossilisées, où l'on pratique des rituels tous les trois ou quatre, cinq ans pour élire ceux qui viendront décider de notre destin d'une mauvaise manière.

Nous savons tous, et à gauche nous partageons plus ou moins tous la même opinion sur comment en sommes-nous arrivés à une telle situation ? Les chercheurs, les académiciens, les débats politiques nous proposent de nombreux axes de réflexion sur la situation désastreuse dans laquelle nous sommes et du comment nous en sommes arrivés là. Un premier élément partagé par nous tous et concernant les raisons de cette déchéance est que le capitalisme a acquis sans aucun doute une dimension géopolitique planétaire absolue. Le monde entier s'est globalisé. Et le monde entier est devenu une grande usine mondiale : une radio, un téléviseur, un téléphone, aucun n'a une origine de fabrication précise, c'est le monde entier qui est devenu l'origine de leur création. La puce est fabriquée au Mexique, le design se fait en Allemagne, la matière première est latinoaméricaine, les travailleurs sont des Asiatiques, l'emballage se fait aux Etats-Unis et la vente est planétaire. C'est là une des caractéristiques du capitalisme moderne. Cela ne fait aucun doute et c'est à partir de là que chacun doit envisager des actions.

Un deuxième élément caractéristique de ces vingt dernières années c'est un retour à une accumulation primitive perpétuelle. Les textes de Karl Marx qui décrivaient la naissance du capitalisme aux XVIe-XVIIe siècles, ces textes se reproduisent aujourd'hui et sont des textes du XXIe siècle. Nous avons une accumulation primitive permanente qui reproduit des mécanismes d'esclavage, des mécanismes de subordination, de précarité, de fragmentation, mécanismes si bien décrits par Karl Marx. Mais le capitalisme moderne réactualise l'accumulation primitive, il l'élargit et rayonne sur d'autres territoires afin d'en tirer davantage de ressources et davantage d'argent. Parallèlement à cette accumulation primitive permanente, qui va définir les caractéristiques des classes sociales contemporaines autant dans vos pays que dans le monde entier parce qu'il réorganise l'organisation du travail local et la division du travail à l'échelle planétaire, il y a aussi une sorte de néo-accumulation par expropriation. Nous avons un capitalisme prédateur qui accumule dans de nombreux cas en produisant, dans des domaines stratégiques : science, télécommunications, biotechnologies, industrie de l'automobile, mais dans beaucoup de nos pays il accumule par expropriation, c'est-à-dire en occupant des espaces communs : la biodiversité, l'eau, les connaissances ancestrales, les forêts, les ressources naturelles. Il s'agit d'une accumulation par expropriation, non par production de richesse, il y a bien expropriation de richesses communes qui deviennent une richesse privée. La voilà, la logique néolibérale ! »

Si nous critiquons autant le néolibéralisme, c'est à cause de sa logique prédatrice et parasitaire. Plutôt que de générer des richesses, plutôt que de développer les forces productives, le néolibéralisme exproprie des forces productives, capitalistes ou non, collectives, locales, appartenant à des sociétés.

Mais il y a aussi une troisième caractéristique de l'économie moderne. Il n'y a pas qu'accumulation primitive permanente et accumulation par expropriation, il y a aussi subordination, Marx dirait subsumption réelle des connaissances et de la science à l'accumulation capitaliste, ce que certains sociologues appellent « la société du savoir ». Ce sont sans aucun doute les domaines les plus puissants et les plus employés par les forces productives de la société moderne.

Enfin, la quatrième caractéristique, chaque jour plus conflictuelle et hasardeuse, c'est le processus de subsumption réelle du système intégral de la vie de la planète, c'est-à-dire des processus métaboliques qui existent entre les êtres humains et la Nature.

Ces quatre caractéristiques du capitalisme moderne redéfinissent la géopolitique du capital à l'échelle planétaire, redéfinissent la composition des classes au sein des sociétés, redéfinissent la composition des classes et des classes sociales dans le monde.

Il n'y a pas que l'externalisation aux extrémités du corps capitaliste de la classe ouvrière traditionnelle, de cette classe ouvrière que nous avons vu apparaître au XIXe et début du XXe siècle et qui maintenant se trouve déplacée dans les zones périphériques : Brésil, Mexique, Chine, Inde, Philippines. On voit aussi apparaître dans les sociétés plus développées un nouveau type de prolétariat, un nouveau type de classe laborieuse : les cols blancs. Ce sont les professeurs, les chercheurs, les analystes, qui ne se perçoivent pas comme classe laborieuse. Ils se perçoivent sûrement comme de petits entrepreneurs, mais au fond ils constituent une nouvelle entité sociale de la classe ouvrière de ce début du XXIe siècle. Aussi, nous avons l'apparition dans le monde de ce que l'on pourrait nommer « un prolétariat diffus ». Des sociétés et des nations non capitalistes sont soumises formellement à l'accumulation capitaliste : Amérique Latine, Afrique, Asie. Nous parlons ici de sociétés et de nations, qui ne sont pas strictement capitalistes, mais qui prises dans leur ensemble apparaissent comment étant subordonnées et articulées autour de formes de prolétarisation diffuse, non seulement à cause de leur qualité économique mais à cause des caractéristiques de leur unification fragmentée ou de leur dispersion territoriale. Nous avons ainsi de fait non seulement un nouveau mode d'expansion de l'accumulation capitaliste, mais également un réaménagement des classes et du prolétariat ainsi que des classes non prolétaires dans le monde.

Le monde est aujourd'hui plus conflictuel. Le monde est aujourd'hui davantage prolétarisé. Mais les formes de la

prolétarisation sont différentes de celles que nous connaissions au XIXe siècle, au début du XXe siècle. Et les formes d'organisation de ces prolétaires diffus, de ces prolétaires au col blanc ne passent pas nécessairement par un syndicat. Le syndicat a perdu sa place centrale dans certains pays. Et d'autres formes d'unification populaire, d'unification des travailleurs et des ouvriers font leur apparition.

Que faire ? C'est la question que posait Lénine. Que faisons-nous ? Nous partageons les définitions de ce qui ne va pas ; nous partageons les définitions de ce qui est en train de changer dans le monde ; et malgré ces définitions nous ne sommes pas en état de répondre ou plutôt les réponses que nous avons auparavant sont insuffisantes. Sinon, la droite ne gouvernerait pas en Europe. Il a manqué et il continue de manquer quelque chose à nos réponses, à nos propositions.

Permettez-moi de formuler modestement cinq suggestions.

Dans cette construction collective du « que faire ? » qu'assume la gauche européenne, celle-ci ne peut se contenter d'un diagnostic et d'une dénonciation. Ceux-ci servent pour générer l'indignation morale et il est important que cette indignation s'élargisse, mais cela ne suffit pas à générer une volonté d'acquérir le pouvoir. La dénonciation n'est pas une volonté d'acquérir le pouvoir. Cela peut en être l'antichambre, mais ce n'est pas la volonté de pouvoir. Face à la voracité de prédateur et à la capacité destructrice qui anime le capitalisme moderne, la gauche européenne, la gauche mondiale doit se présenter avec des propositions, des initiatives. Il nous appartient, à la gauche européenne et aux forces de gauches partout dans le monde, de construire un nouveau « sens commun ». Car au fond, la bataille politique consiste à lutter pour un nouveau sens commun, pour un ensemble de jugements et de préjugés, pour la façon dont les gens simples : le jeune étudiant, le professionnel, la vendeuse, le travailleur, l'ouvrier, perçoivent le monde. C'est cela le sens commun : la conception basique du monde, celle qui ordonne notre vie quotidienne, la manière de définir ce qui est juste et injuste, ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, le possible et le probable. Et la gauche mondiale, la gauche européenne doivent lutter pour un nouveau sens commun. Un nouveau sens commun qui soit progressiste, révolutionnaire, universaliste, mais qui soit obligatoirement nouveau.

Deuxièmement, il nous faut récupérer - comme le disait notre brillant premier intervenant - le concept de démocratie. La gauche a toujours revendiqué ce drapeau, c'est notre drapeau, celui de la justice, de l'égalité, de la participation. Mais pour cela nous avons à nous détacher d'une conception institutionnelle. La démocratie c'est beaucoup plus que des institutions. C'est beaucoup plus que de voter et de choisir un Parlement. C'est beaucoup plus que de respecter les règles de l'alternance. Nous sommes prisonniers d'une conception libérale, fossilisée de la démocratie. La démocratie ce sont des valeurs, des principes organisationnels de compréhension du monde : la tolérance, la pluralité, la liberté d'opinion, la liberté d'associations. C'est vrai, ce sont des principes, des valeurs, mais il ne s'agit pas uniquement de principes et de valeurs. Ce sont des institutions, mais pas uniquement. La démocratie est une pratique, c'est une action collective, elle consiste en une participation croissante dans l'administration des espaces communs de la société. Il y a démocratie si nous participons au bien commun. Si nous avons pour patrimoine l'eau, alors la démocratie est de participer à la gestion de l'eau. Si nous avons pour patrimoine la langue, alors la démocratie est de défendre ce bien commun. Si nous avons pour patrimoine les forêts, la terre, le savoir, alors la démocratie c'est de les gérer, de les administrer en commun. Il faut une participation croissante dans la gestion des forêts, de l'eau, de l'air, des ressources naturelles. Il y a démocratie, une démocratie vivante et non fossilisée si la population et la gauche aident, participent à la gestion en commun des ressources communes. Institutions, droits, richesses. Les vieux socialistes des années 70 disaient que la démocratie devrait frapper aux portes des usines. C'est une bonne idée, mais ce n'est pas suffisant. En plus de frapper aux portes des usines, elle doit aussi frapper aux portes des banques, des entreprises, des institutions, des ressources, de tout ce qui est commun aux gens.

Le délégué grec m'a interrogé sur la question de l'eau, comment avons-nous commencé en Bolivie. Nous avons pris des éléments basiques pour la survie : l'eau. Qui pollue l'eau qui est une richesse commune ? Elle était en train d'être privatisée. Le peuple a mené une guerre et a récupéré l'eau pour les habitants. Ensuite nous avons récupéré non seulement l'eau, nous avons mené une autre guerre sociale et nous nous sommes lancé à l'assaut du gaz, du

pétrole, des mines, des télécommunications. Et nous avons encore beaucoup d'autres choses à récupérer. En tout cas, cela a été le point de départ : une participation croissante des citoyens dans la gestion des biens communs dont dispose toute société, région...

Troisièmement, la gauche doit récupérer la revendication de l'universalisme, des idéaux universels, des biens communs, de la politique qui est un bien commun, de la participation en commun à la gestion des biens communs. Elle doit récupérer des biens communs tels que les droits. Le droit au travail, à la retraite, à l'éducation gratuite, à la santé, à un air sain, à la protection de la terre-mère, à la protection de la nature. Ce sont des droits universels, ce sont des biens communs universels à propos desquels la gauche, la gauche révolutionnaire, a des mesures concrètes, objectives et mobilisatrices à proposer. Je lisais dans le journal qu'en Europe on utilisait des ressources publiques pour sauver des biens privés. C'est une aberration. Ils utilisaient l'argent des épargnants européens pour sauver les banques de la faillite. Ils utilisaient ce qui était un bien commun pour sauver du privé. Le monde marche sur la tête. Ce devrait être le contraire : utiliser des biens privés pour sauver et aider le bien commun. Les banques doivent connaître un processus de démocratisation et de socialisation de leur gestion, sinon les banques vont vous priver non seulement de votre travail, mais aussi de votre maison, de votre vie, de votre espérance, de tout. C'est quelque chose qu'il ne faut pas permettre.

Dans le même temps, notre proposition en tant que gauche doit revendiquer une nouvelle relation métabolique entre l'être humain et la nature. En Bolivie du fait de notre héritage indigène nous appelons cela ainsi. Le Président Evo Morales dit toujours : « la Nature peut exister sans l'être humain, mais l'être humain ne peut pas exister sans la Nature ». Il ne faut toutefois pas tomber dans la logique de l'économie verte qui est une forme hypocrite de l'écologie. Il y a des entreprises qui se présentent à vous, les Européens, comme étant des protectrices de la nature et de la pureté de l'air. Mais ce sont les mêmes qui nous apportent en Amazonie, en Amérique ou en Asie tous les déchets qui sont produits ici. Ils se présentent ici comme des défenseurs, des protecteurs, et là-bas ce sont des prédateurs. Ils ont converti la Nature en un marché de plus. Or la protection radicale de l'écologie ce n'est pas un nouveau marché, ni une nouvelle logique d'entreprise. Il faut instaurer une nouvelle relation qui sera toujours tendue. Parce que la richesse qui va satisfaire les besoins requiert la transformation de la nature et en transformant la nature, nous modifions son existence, nous modifions le bios. Mais en modifiant le bios, souvent à contrepoids, nous détruisons et l'être humain et la nature. Le capitalisme ne se soucie pas de cela pas, parce que pour lui c'est du commerce. Mais nous cela nous concerne, cela concerne la gauche, l'humanité, l'histoire de l'humanité. Nous devons revendiquer une nouvelle logique des relations, qui soient je ne dirai pas harmonieuses mais métaboliques, réciproquement bénéfiques, entre l'environnement et l'être humain, le travail, les besoins.

Enfin, il est clair que nous devons revendiquer la dimension héroïque de la politique, telle que la voyait Hegel. En le suivant, je suppose, Gramsci disait que dans les sociétés modernes, la philosophie et un nouvel horizon de vie ont à se convertir en foi en la société, qu'ils ne pouvaient exister qu'en tant que foi à l'intérieur de la société. Cela signifie que nous avons besoin de reconstruire l'espérance, que la gauche doit être la structure organisationnelle souple, de plus en plus unifiée, capable de réveiller l'espérance, de redonner un nouveau sens commun, une nouvelle foi, non dans le sens religieux du terme, mais une nouvelle croyance largement répandue au nom de laquelle les gens puissent mettre en jeu leur temps, leurs efforts, leur espace, leur dévouement.

Je salue ce que ma camarade commentait disant qu'aujourd'hui nous réunissons 30 organisations politiques. Excellent ! Cela signifie qu'il est possible de s'unir, que nous pouvons sortir des espaces restreints. La gauche, si faible aujourd'hui en Europe, ne peut se permettre le luxe de se démarquer de ses pairs. Il peut y avoir des différences sur 10 ou 20 points, mais nous coïncidons sur 100. Que ces 100 points soient donc les points d'accord, de rapprochement, de travail. Et nous pouvons garder les 20 autres pour la suite. Nous sommes trop faibles pour nous permettre le luxe de rester dans des combats de chapelle et de petits fiefs, en se distançant du reste. Nous devons assumer une logique nouvellement gramscienne, unifier, coordonner, promouvoir.

Nous devons prendre le pouvoir de l'État, nous devons nous battre pour l'Etat, sans jamais oublier que l'Etat est plus

qu'une machine, c'est une relation. Plus que matière, c'est une idée. L'Etat est essentiellement une idée. Et un peu de matière. Il est matière en tant que relations sociales, en tant que forces, en tant que pressions, budgets, accords, réglementations, lois. Mais il est fondamentalement idée en tant que croyance en un ordre commun, un sens de la communauté. Au fond, la lutte pour l'Etat est un combat pour une nouvelle façon de nous unifier, pour un nouvel universalisme, pour un type d'universalisme qui unifie les gens volontairement.

Mais cela suppose alors d'avoir gagné au préalable sur les croyances. Avoir déjà vaincu les adversaires avec des mots, par le bon sens. Avoir déjà vaincu les conceptions dominantes de droite dans le discours, dans la perception du monde, dans les perceptions morales que nous avons des choses. Tout cela exige un travail très ardu. La politique n'est pas seulement une question de rapport de forces, de capacité de mobilisation, même si cela le sera en son temps. Elle est fondamentalement persuasion, articulation, sens commun, croyance, vision partagée, jugements et préjugés partagés quant à l'ordre du monde. Et là, la gauche ne doit pas seulement se satisfaire de l'unité des organisations de gauche. Elle a besoin de se développer dans le domaine des syndicats, qui sont le soutien de la classe ouvrière et sa forme organique d'unification. Mais nous devons aussi être très attentifs, camarades, à d'autres formes nouvelles d'organisation de la société. La reconfiguration des classes sociales en Europe et dans le monde va donner lieu à différentes formes d'unification, plus souples, moins organiques, peut-être plus territoriales, moins liées aux lieux de travail. Toutes sont nécessaires. L'unification par lieu de travail, l'unification territoriale, l'unification thématique, l'unification idéologique ... c'est un ensemble de formes flexibles, face auxquelles la gauche doit avoir la capacité d'articuler, d'unifier et de proposer, et d'aller de l'avant.

Permettez-moi, au nom du Président, en mon nom, de vous féliciter, de saluer cette rencontre, de vous souhaiter et d'exiger de vous - respectueusement et affectueusement : luttiez, luttiez, luttiez ! Ne nous laissez pas seuls, nous les autres peuples qui luttons de manière isolée dans certains endroits : en Syrie, un peu en Espagne, au Venezuela, en Equateur, en Bolivie. Non, ne nous laissez pas seuls, nous avons besoin de vous, non pas d'une Europe qui observe de loin ce qui se passe dans les régions éloignées du monde, mais d'une Europe qui éclaire à nouveau le destin du continent et du monde.

Meilleurs voeux à vous tous et merci beaucoup !

Discours du vice-président de l'État plurinational de Bolivie, Alvaro Garcia Linares, à la tribune du IVe Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE), célébré à Madrid du 13 au 15 décembre.

- Vidéo discours en espagnol de : [Alvaro García Linera](#)

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Marie-Rose Ardiaca

[El Correo](#). Paris, le 18 décembre 2013.

Post-scriptum :

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).